

# Soutien au peuple palestinien – Libération de tous les prisonniers

Prise de paroles du Comité Action Palestine, lors de la manifestation du 1er Novembre 2023

*Cette manifestation est la première autorisée à Bordeaux depuis le 7 octobre*

De Deir Yassine, le village rasé par les sionistes en 1948, à Gaza aujourd'hui, en passant par Sabra et Chatila, l'histoire en Palestine est une histoire de massacres à grande échelle commis par les sionistes. Depuis 75 ans, Israël sème la terreur en Palestine. Son objectif est de vider la Palestine de ses habitants, de rayer la Palestine de la carte du Monde.

Au 25ème jour de bombardements, au moins 8 500 Palestiniens assassinés par les israéliens dont 4 000 enfants et bébés et des dizaines de milliers de blessés. C'est sans précédent : une guerre est faite aux enfants et aux bébés. Une guerre est faite aux hôpitaux, aux mosquées et aux églises.

Gaza est soumise à un blocus depuis 15 ans. Rien ne sort ni n'entre à Gaza sans l'aval des Israéliens. Aujourd'hui, Gaza est assiégée. L'eau est coupée, il n'y a ni électricité ni médicaments. Israël se venge de la manière la plus barbare contre des civils. On disait que Gaza est une prison à ciel ouvert. Gaza est devenu un charnier à ciel ouvert.

Cette guerre sioniste ne tue pas qu'à Gaza. En Cisjordanie aussi, les Israéliens massacrent tous les jours des civils. C'est une guerre coloniale d'épuration ethnique, c'est un crime contre l'humanité.

Ces massacres qui n'ont jamais cessé sont justifiés et

soutenus par le gouvernement Macron. Les médias sont tous alignés sur l'armée israélienne pour dire que les civils palestiniens méritent les bombardements. La plupart des médias et des dirigeants politiques sont racistes parce que pour eux, la vie d'un Palestinien ne vaut pas la vie d'un Israélien.

Malgré la censure et la répression, tout le monde voit la vérité et prend conscience que les sionistes sont des terroristes et des tueurs d'enfants. Et qu'ils font ça depuis 75 ans.

Mais depuis 75 ans, les Palestiniens résistent à ce terrorisme d'Etat soutenu par les pays occidentaux. Par tous les moyens, les Palestiniens résistent au génocide en cours. Ils ne connaîtront pas le même sort que les Indiens en Amérique du Nord ou les Aborigènes en Australie, grâce à la résistance. La résistance est le seul moyen pour que les Palestiniens réalisent leur droit à l'autodétermination. Il faut soutenir la résistance, qui met en échec Israël.

Il faut se rappeler qu'en ce premier novembre, c'est l'anniversaire du jour du lancement de la guerre de libération en Algérie. Après 8 ans de guerre et 1,5 millions de martyrs, les Algériens ont obtenu l'indépendance. Les Palestiniens l'obtiendront aussi.

Il faut aujourd'hui se mobiliser pour que les 229 prisonniers israéliens soient échangés contre les 10 000 prisonniers palestiniens détenus par Israël. Il faut aussi exiger un cessez-le-feu pour que cesse le massacre. Il faut tout faire pour que justice soit faite en Palestine. Les Palestiniens doivent être soutenus ici, et partout dans le monde. Ne relâchons pas la mobilisation malgré les interdictions de manifester. Il faut utiliser tous les moyens à notre disposition pour soutenir les Palestiniens.

Malgré les morts par milliers à Gaza, malgré cette cruauté israélienne qu'on voit tous les jours, il faut rester

optimiste. Mahmoud Darwich, poète palestinien, a écrit « Nous souffrons d'un mal incurable : l'espoir ».

La résistance palestinienne vaincra, la Palestine vaincra !

---

# **Manifs pro-Palestine interdites : Darmanin bafoue l'Etat de droit.**

Interview de Vincent Brengarth, avocat du Comité Action Palestine, pour le média BLAST

*Suite à l'interdiction d'une manifestation pro-palestinienne par le préfet de Gironde le 11 octobre dernier et le recours déposé devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, que le Comité Action Palestine a déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour lever l'interdiction générale des manifestations en France. Depuis, malgré l'ordonnance du conseil d'Etat et les massacres qui se poursuivent à Gaza, le préfet de Gironde continue d'interdire les manifestations en soutien au peuple palestinien à Bordeaux.*

Pour écouter l'interview :

<https://youtu.be/MB7cmvW6xF0?si=36iTnqUyprWXJaLX>

---

# Le préfet de Gironde interdit le soutien au peuple palestinien

Comité Action Palestine

Le préfet de Gironde fait du zèle. Dans le zèle sioniste. Il interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien comme il le lui est demandé. Il obéit. Il est dans son rôle d'exécuter les ordres du ministre de l'Intérieur G. Darmanin qui a perdu deux fois au Conseil d'Etat contre le Comité Action Palestine. A l'instar des sionistes, il ment. Pour interdire les manifestations du Comité Action Palestine, il signe un arrêté truffé de mensonges et d'approximations. On ne peut lui reprocher de méconnaître l'histoire de la Palestine, mais mentir sans retenue est une autre affaire. A la manière de G. Darmanin accusant sans preuves le footballeur Karim Benzema, le préfet de Gironde lance aussi des accusations sans preuves.

Dans la tentative de dissolution du Comité Action Palestine en 2022, le ministère de l'Intérieur avait fait des accusations qui n'ont pas tenu devant le Conseil d'Etat. Les griefs retenus par G. Darmanin contre le Comité Action Palestine n'ont pas résisté aux faits. Dans la droite ligne du mensonge et des contrevérités de G. Darmanin, le préfet persiste sur la voie du dénigrement pour interdire à Bordeaux le soutien au peuple palestinien. Le préfet laisse penser que la vie d'un Palestinien ne vaut pas celle d'un Israélien. Aujourd'hui les bombardements israéliens ont fait plusieurs milliers de morts, dont des milliers d'enfants et de femmes. Les experts de l'ONU parlent même de « punition collective ». Et le préfet, qui est informé comme tout le monde, feint d'ignorer qu'Israël fait la guerre aux enfants.

Interdire les manifestations pour dénoncer cette guerre atroce faite aux Palestiniens, c'est se situer dans le camp israélien. Israël aurait le droit de se défendre. Mais en massacrant des civils et des enfants en majorité ? On accorderait à Israël le droit de vie et de mort sur tout un peuple sous le prétexte de lutter contre le terrorisme ? Hypocrisie et deux poids deux mesures.

On se doit de rappeler cette fameuse phrase de David Ben Gourion, fondateur de l'Etat sioniste : *« Si je savais qu'on pouvait sauver tous les enfants [juifs] d'Allemagne en les envoyant en Angleterre mais seulement la moitié d'entre eux en les envoyant en Palestine, je choisirais cette dernière option parce qu'il ne s'agit pas seulement de prendre en compte le nombre d'enfants mais de tenir également compte de l'histoire du peuple juif »* (discours devant le comité central du parti Mapai, décembre 1938).

Le préfet ne tient pas compte du nombre d'enfants ! Ce qui compte c'est le « droit d'Israël de se défendre », au mépris de la vie de milliers de Palestiniens et du droit international, au mépris du droit inaliénable du peuple palestinien à la souveraineté nationale. Au mépris de l'Histoire qui retiendra que ce préfet a fait du zèle. Nul n'est censé ignorer la loi, nul n'est censé ignorer la vérité.

Dans un article intitulé « Le droit de résister à l'oppression » publié sur le site Orient XXI le 9 octobre 2023, l'intellectuel Alain Gresh justifie le droit à la résistance palestinienne :

*« On compte déjà 700 morts israéliens (et plus de 400 côté palestinien), soit plus que durant la guerre de 1967 contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. La donne politique et géopolitique régionale en sera bouleversée et d'une manière qu'il est difficile d'évaluer à ce stade. Mais ce que les événements actuels accréditent, une fois de plus, c'est que l'occupation déchaîne toujours une résistance dont les seuls*

*responsables sont les occupants. Comme le proclame l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, la résistance à l'oppression est un droit fondamental, un droit que les Palestiniens peuvent justement revendiquer ».*

---

## **Macron, du côté du bourreau israélien**

En se rendant en Israël pour soutenir de manière inconditionnelle le massacre des Palestiniens par l'entité sioniste, Emmanuel Macron enterre à jamais le mythe de la « patrie des droits de l'Homme ».

En choisissant son camp, il fait abstraction des nombreuses résolutions de l'ONU condamnant Israël et, tout comme son allié américain, il affiche une solidarité intéressée au détriment du droit et de l'humanité.

Fort d'interdire toute manifestation de solidarité avec le peuple palestinien sur le territoire français, le gouvernement se place clairement, par ce voyage, du côté du bourreau et de l'opresseur. Il assume également son entière responsabilité quant à l'ensemble des victimes depuis le 7 octobre. Alors que l'armée coloniale pilonne depuis 15 jours la Bande de Gaza, que les massacres se succèdent avec déjà plus de 5000 morts dont près de 2000 enfants, et qu'une catastrophe humanitaire est en cours, le gouvernement français, comme les autres puissances occidentales qui se sont précipitées au chevet de leur implantation coloniale au Proche Orient, assument totalement leur vision violente et inhumaine du Monde, en appelant à « une coalition internationale contre

le Hamas ». Niant les causes initiales de cette guerre, l'injustice sans nom faite au peuple palestinien depuis plus de 75 ans et son droit à la résistance sous toutes ses formes, pourtant reconnu par les conventions internationales, les déclarations d'Emmanuel Macron encouragent sans ambiguïté la liquidation de la société palestinienne.

Sa visite à Mahmoud Abbas, supplétif du pouvoir colonial, ne trompe personne en Palestine ou ailleurs dans le Monde. Ses gesticulations et ses larmes ne sont que le reflet de sa faiblesse. La France qui a été chassée définitivement d'Afrique au cours des derniers mois ne pèse plus rien sur le plan international. Les Palestiniens le savent bien et la visite d'Emmanuel Macron est pour eux un non évènement. Malgré leurs souffrances, ils sont conscients qu'ils sont entrés dans une phase décisive de la bataille pour la liberté.

Nous, Comité Action Palestine, nous nous inclinons devant leur courage et leur détermination. Force et honneur au peuple palestinien.

25 octobre 2023

Photo Al Mayadeen : Macron et son homologue israélien Isaac Herzog

---

**Message de l'Archevêque Hana Atallah (église grecque orthodoxe) d'Al Quds**

# (Jérusalem)

Lundi 23/10/2023

Chers amis, en ce lundi matin.

Je vous parle à nouveau depuis Al Quds .

Je continuerai à m'adresser à vous parce que vous êtes nos frères et proches.

Nous sommes fières de vous avoir comme amis et nous saluons vos positions.

Les bombardements sur Gaza se poursuivent. Les forces d'occupation brutales et les autorités coloniales n'ont prêté aucune attention aux appels, discours, marches et manifestations qui ont lieu dans toutes les régions du monde et dont l'étendue croît de jour en jour.

Le monde a commencé à comprendre et innombrables sont ceux qui se rendent compte de la réalité de ce qui se passe : Il s'agit d'une agression et d'une liquidation des droits du peuple palestinien et d'une extermination. Des manifestations ont eu lieu dans toutes les capitales occidentales, et même en Amérique, en Europe, en Australie et au Canada. Et j'ai personnellement pris la parole hier dans plus de 20 manifestations.

Le monde a commencé à réaliser, ou plutôt les peuples du monde ont commencé à réaliser, la gravité de l'injustice qui frappe notre peuple palestinien. Mais malheureusement, les dirigeants, aux USA, en Grande-Bretagne et d'autres pays européens sont ceux qui sont impliqués dans ce projet et cette conspiration et qui infligent cette injustice à notre peuple. Le Premier ministre britannique, est venu hier à bord d'un avion de guerre chargé de missiles qu'ils largueront sur Gaza. Il est complice du crime. Et le président américain est

complice également du crime, et tous ceux qui soutiennent l'occupation militairement et politiquement, et refusent de condamner l'agression, sont complices du crime.

Les manifestations et les rassemblements doivent se poursuivre et exiger la fin de l'agression ! Les manifestations doivent se poursuivre et prendre de l'ampleur à travers le monde. Nous devons travailler ensemble pour fédérer d'avantage les amis de la Palestine et ceux qui sont solidaires avec la Palestine dans toutes les régions du monde, quelles que soient les religions, les nationalités et les cultures auxquelles ils appartiennent.

C'est vrai, la question de la Palestine est avant tout celle de notre peuple, mais c'est aussi une cause arabe et la cause de tous les peuples libres partout où qu'ils se trouvent à travers le monde.

Je salue les peuples arabes frères qui nous soutiennent, et nous les remercions de se tenir aux côtés de notre peuple.

Les peuples arabes libres ont dit leur mot : nous sommes avec la Palestine, nous sommes avec Gaza et, à notre tour, nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance pour leurs nobles positions.

En Cisjordanie, il y a aussi des arrestations et des assassinats, et à Al Quds, d'où je vous parle, il y a aussi beaucoup de harcèlements dont notre peuple est victime à Al Quds, ainsi que dans les territoires de 1948.

Des tentatives, à répétition, visent à faire taire toute personne qui écrit en faveur de la Palestine à Al Qods. La moindre parole sur Gaza est passible d'arrestation.

Cet Etat prétend être démocratique, mais en réalité, il s'agit d'un régime militaire dictatorial et sanguinaire qui cible le peuple palestinien. Au cours de ces derniers jours, nous avons assisté à l'arrestation de centaines de personnes venant d'Al

Qods et alentours et d'autres zones dans les territoires de 1948.

Leur crime est d'avoir exprimé, pacifiquement, leur soutien à Gaza sur les réseaux sociaux. Ils sont toujours en état d'arrestation.

Il est également de notre devoir de dénoncer les arrestations politiques et de dire que notre peuple a le droit d'exprimer sa position sur ce qui se passe à Gaza. Nous exigeons la libération de ces personnes dont l'écrasante majorité sont des intellectuels éminents, des personnalités médiatiques, artistiques et culturelles qui ont été arrêtées parce qu'elles ont dit la vérité dans cette période difficile et compliquée.

Chers amis.

Nous n'avons pas peur de leurs menaces, nous n'avons pas peur de leurs intimidations, et nous continuerons à défendre notre peuple, et nous continuerons d'exiger la fin de l'agression dans la fière Gaza.

Merci, mes bien-aimés. De la Palestine, recevez tout notre amour et notre considération.

L'Archevêque Hana Atallah (église grecque orthodoxe) d'Al Quds (Jérusalem) Lundi 23/10/2023

---

**Recours contre l'interdiction  
des manifestations pro-**

# palestiniennes

*Audience au Conseil d'Etat, mardi 17 octobre 2023, 11h*

Depuis plusieurs décennies, la résistance met tout en oeuvre pour contrer le vol des terres et la volonté infernale de destruction du peuple palestinien par les sionistes. Quoiqu'en disent les propagandistes occidentaux tous acquis et soumis au sionisme, la tentative d'implantation coloniale en Palestine est un échec historique. L'opération militaire palestinienne du 7 octobre 2023 confirme ce constat.

Depuis ce jour, l'Etat français n'a pas de mots assez durs pour dénoncer la résistance. Il affiche ostensiblement son soutien à l'entité sioniste, ce qui tranche avec son attitude passive lorsque les Palestiniens sont massacrés sans pitié et massivement par les forces armées sionistes. Depuis 75 ans, le colonialisme en Palestine tue, emprisonne, expulse, torture des populations civiles palestiniennes mais l'Etat français soutient, de plus en plus ouvertement, les exactions criminelles sionistes. L'alignement sur l'entité sioniste est désormais total. En clair, l'Etat français adopte la vision sioniste d'une solution sans ambages de liquidation de la résistance palestinienne et in fine de la liquidation tout court de la société palestinienne.

Ce soutien inconditionnel de l'impérialisme français est accompagné ici en France d'une répression sans équivalent dans l'histoire du mouvement de solidarité avec la résistance palestinienne, qualifiée de terrorisme alors que les Palestiniens subissent sans relâche le terrorisme d'Etat de l'entité sioniste.

L'instruction du ministre de l'Intérieur interdisant toute manifestation de solidarité est un pas supplémentaire dans la radicalisation de l'Etat français contre tout soutien aux Palestiniens.

Pour faire valoir la vérité, pour que la solidarité avec la résistance du peuple palestinien puisse exister encore en France, le Comité Action Palestine a déposé un recours en référé au Conseil d'Etat pour suspendre l'instruction de G. Darmanin.

En raison du maintien d'un rassemblement après l'interdiction de la manifestation par la préfecture, quatre militants du Comité Action Palestine sont sous la menace de poursuites judiciaires.

**Nous appelons tous les militants de la cause, tous les esprits libres, à réagir et à lutter pour que nous puissions exprimer, ensemble, notre soutien à la glorieuse résistance palestinienne face à un ennemi criminel et implacable, soutenu par toute la puissance de feu de l'impérialisme occidental.**

Premiers signataires : Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah, Comité Vérité & Justice 31, La Gale, La Fosse aux Lyons, Decolonial News, ISM-France, Comité poitevin France Palestine, Toulouse Anti CRA, Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires, Jeunesses Révolutionnaires, Ligue de la jeunesse révolutionnaire, C.L.A.P33, Le Collectif Jaunes Etc, L'Orchestre Poétique d'Avant-guerre (OPA),

**Force et honneur au peuple palestinien !**

---

**Le Comité Action Palestine  
dépose un recours devant le**

# Conseil d'Etat contre l'interdiction des manifestations pro- palestiniennes en France.

[Vincent Brengarth](#)

Une interdiction générale et absolue des manifestations pro-palestiniennes méconnaît totalement le droit de manifester. Avec Jim Villetard, nous avons introduit un recours en référé devant le Conseil d'Etat pour le Comité Action Palestine, contre la décision de Gérard Darmanin.

---

## Criminalisation du soutien à la Palestine

Suite à l'interdiction par la Préfecture de la manifestation du 11 octobre 2023 et du rejet du référé liberté déposé auprès du Tribunal administratif de Bordeaux, un rassemblement de 30 minutes a été maintenu après négociation avec les forces de police présentes sur place.

Nous venons d'apprendre par voie de presse (Journal Sud-ouest du 13/10 à 18h55) que suite à ce rassemblement, « une procédure judiciaire a été ouverte à l'égard de 4 personnes [...] et l'enquête confiée à la sécurité départementale ». Pour l'instant, nous n'avons pas confirmation officielle de cette procédure. Nous vous tiendrons informés.

Nous tenons d'ores et déjà à dénoncer cette criminalisation honteuse du soutien à la cause palestinienne.

14 octobre 2023

Comité Action Palestine

---

# **Annulation de la manifestation prévue le samedi 14 octobre à 15h à Bordeaux en soutien à la résistance du peuple palestinien**

Comité Action Palestine

Compte-tenu des menaces proférées par Darmanin à l'encontre des organisations et des participants à des manifestations pro-palestiniennes que le ministre a demandé aux préfets d'interdire partout en France, le Comité Action Palestine annule l'appel à manifestation du samedi 14 octobre à 15h à Bordeaux. Nous avons jugé qu'il n'y avait pas de gain politique à mettre en danger ici tous ceux pour qui la cause palestinienne est une évidence et veulent exprimer leur soutien à sa résistance. Nous continuons le combat sous d'autres formes.

Force et honneur au peuple palestinien !

---

# **Palestine : L'inquiétante radicalisation de l'Etat français**

L'Etat français n'a pas de mots assez durs depuis le 7 octobre pour dénoncer l'opération militaire des organisations palestiniennes. Il affiche ostensiblement son soutien aux Israéliens, ce qui tranche avec son attitude passive lorsque les Palestiniens sont massacrés sans pitié et massivement par l'Etat israélien. Depuis 75 ans, le colonialisme sioniste en Palestine tue, emprisonne, expulse, torture des populations civiles palestiniennes mais l'Etat français soutient, de plus en plus ouvertement, les exactions criminelles sionistes.

Il y a de fait une radicalisation inquiétante, surtout depuis E. Macron, de l'Etat français. Mis en tension par des luttes populaires en interne, l'Etat français se radicalise et cette radicalisation s'exprime au grand jour avec la répression violente des manifestants et une islamophobie ostentatoire et sans complexe. A l'international, cette radicalisation fait écho aux difficultés auxquelles il est confronté, en particulier en Afrique. Perdre du terrain dans les ex-colonies réduit de plus en plus ses marges de manœuvre économiques et donc la possibilité d'acheter la « paix sociale ».

Mais là où cette radicalisation s'exprime avec le plus de franchise, c'est dans le théâtre d'opération palestinien. L'alignement, voire la subordination à Israël, devient quasi officiel. En clair, il adopte la vision israélienne d'une solution sans ambages de liquidation de la résistance palestinienne et in fine de la liquidation tout court de la société palestinienne.

En dehors de la France insoumise et de quelques groupes d'extrême gauche, toute la classe politique est emportée dans le tourbillon extrémiste de l'Etat français. Ce jour du 7 octobre sonne comme un avertissement donné par le peuple palestinien à une domination israélienne sans vergogne et de fer. Mais le pouvoir politique français reste sourd à cet avertissement comme si de l'existence d'Israël dépendait sa survie. Et elle en dépend parce que tout simplement l'Etat français fait partie de cette domination occidentale qui a créé le sionisme en Palestine et encouragé la politique coloniale sioniste de la Palestine.

En bref, quand les fondements de la domination israélienne sont menacés, l'Etat français se sent menacé. Il existe une sorte de solidarité organique entre l'Etat français et l'Etat israélien et, plus globalement, une solidarité organique entre l'Etat israélien et ladite « communauté internationale » qui se résume à l'Occident dominé par le parrain américain. A part un traitement humanitaire, le point de vue politique palestinien est strictement balayé. La France veut faire accroire que l'Autorité palestinienne est la représentation légitime alors que personne n'est dupe sur le fait qu'elle ne représente qu'une petite élite corrompue. C'est en raison de sa corruption et de sa faiblesse politique que l'Autorité palestinienne devient ainsi un agent utile pour permettre la continuation de la colonisation et, à terme, l'anéantissement du peuple palestinien.

Cette relation fusionnelle avec le sionisme a son versant négatif à plus ou moins long terme. L'Etat français fait un pari hasardeux sur la stabilité des régimes arabes de facture dictatoriale. Sa nature et son instinct d'Etat capitaliste ne perçoivent pas les mécanismes cachés et profonds qui travaillent les sociétés arabes et musulmanes qui expriment une solidarité populaire sans faille avec les Palestiniens. Le capitalisme en développement dans ces sociétés secrète quotidiennement des injustices et une masse de prolétaires qui

briseront la main de fer des dictatures arabes qui sont condamnées à moyen terme. Il n'est pas anodin de constater que les coups les plus durs sont portés par Gaza, ce territoire paupérisé et prolétaire. Derrière le nationalisme combatif des Palestiniens de Gaza et au-delà de l'identification islamique, se joue aussi une lutte des classes qui trouve ses prolongements au sein des classes populaires dans le monde arabe et musulman.

Il est tragique de constater qu'il existe une part d'irrationalité et d'aveuglement du pouvoir politique français à ce qu'annonce l'avenir. Le capitalisme mondial est incapable de réguler les troubles qu'il crée de toute part. Il va de soi que ce basculement en cours ne peut être que profitable aux mouvements populaires des sociétés du Sud et à la résistance palestinienne. L'Etat français va poursuivre irrémédiablement sa politique aveugle qui le conduira certainement dans les abîmes de la radicalisation

Comité Action Palestine

12 octobre 2023